Circulaire DH/FH 3 n° 304 du 2 avril 1992

Relative au versement de l'indemnité forfaitaire pour travail des dimanches et jours fériés aux agents effectuant des permanences à l'hôpital.

Direction des hôpitaux.

Le ministère des Affaires sociales et de l'Intégration

à

Monsieur le directeur du centre hospitalier de la région (direction départementale des affaires sanitaires et sociales).

Vous appelez mon attention sur les modalités de versement de l'indemnité forfaitaire pour travail des dimanches et jours fériés aux agents appelés à effectuer ses permanences sur les lieux du travail en sus de la durée normale du travail.

Rappelant que la rémunération de ces permanences est fixée à 50 % du montant des indemnités pour travaux supplémentaires lorsqu'elles ne s'accompagnent pas d'un travail effectif et à 100 % dans le cas contraire, vous en déduisez que l'indemnité pour travail des dimanches et jours fériés doit, de la même manière, être payée à 50 % lorsque la permanence se déroule un de ces jours.

Il ne m'apparaît pas que cette interprétation puisse être retenue. En effet, j'observe que l'arrêté du 14 juin 1973 fixant le régime des rémunérations pour travaux supplémentaires prévoit que les heures ne sont payées à 50 % que pour autant qu'il y ait eu travail effectif.

Or le décret n° 92-7 du 2 janvier 1992 instituant l'indemnité pour travail des dimanches et jours fériés prévoit, à l'inverse, que celle-ci est versée sur la base du huit heures de travail effectif.

Il résulte ainsi de la combinaison de ces deux dispositifs réglementaires que les permanences effectuées à l'hôpital les jours considérés ne peuvent donner lieu, par ailleurs, à paiement de l'indemnité en cause.

En revanche, si l'agent concerné est appelé pendant sa permanence à exercer ses fonctions, la partage votre point de vue selon lequel en tel travail effectif doit conduire au versement proratisé de la prime.

J'ajoute à toutes fins utiles que les paiements de l'indemnité forfaitaire ne sont en aucun cas exclusifs au paiement des heures supplémentaires à taux plein, susceptibles d'être versée à un agent qui remplirait les conditions pour prétendre à un tel avantage, l'indemnité forfaitaire étant, en effet, la contrepartie du travail effectif exercé en sus de la durée légale du travail.

J'indique enfin, pour répondre à votre demande, que les dimanches de Pâques et de Pentecôte ouvrent droit au paiement de l'indemnité forfaitaire, au titre du travail effectué un dimanche.

Non parue au *Journal officiel*.